

**ARRÊTÉ
METTANT EN DEMEURE**

**LA SOCIÉTÉ ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS
QUI LUI SONT APPLICABLES POUR LES INSTALLATIONS QU'ELLE EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE DE
LA COMMUNE DE DONNERY**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, D.541-361 et D.541-362 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2020 autorisant la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION à poursuivre l'exploitation de ses activités (extension TETRIS, régularisation peroxydes et stockages de matières incombustibles dans le bâtiment principal) sur la commune de DONNERY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2024 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection du 20 février 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 19 avril 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu la notification à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 15 mai 2024 ;

Considérant que lors de la visite du 20 février 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la zone de dépotage des granulés plastiques ne permet ni de canaliser ni de récupérer les granulés plastiques qui peuvent se disperser sur le site ;

Considérant de ce fait que les équipements en place prévus pour canaliser et récupérer les rejets des granulés plastiques dans l'environnement ne sont pas efficaces ;

Considérant par ailleurs que l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement au poste de dépotage ;

Considérant en conséquence, que l'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour confiner et récupérer les granulés plastiques disséminés sur le site ;

Considérant la récurrence de ces constats et l'absence d'actions pérennes et adaptées pour y remédier ;

Considérant que lors de la visite du 20 février 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a également constaté que l'exploitant a déversé les boues de curage de son bassin d'eaux pluviales sur le terrain attenant à celui-ci ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles D. 541-361 et D.541-361 du code de l'environnement et à celles des articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2020 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (OSFP) de respecter les dispositions des articles D. 541-361 et D. 541-362 du code de l'environnement ainsi que celles des articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral

du 19 octobre 2020 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRÊTE

Article 1

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (OSFP), dont le siège social est situé 433 Chemin des Matouzes à Châteauneuf de Gadagne (84470) exploitant une usine d'embouteillage de boissons plates et gazéifiées sur la commune de Donnery, Z.I. de Flein, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2020 et D. 541-362 et D. 541-361 du code de l'environnement, **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en :

- a) mettant en place des équipements efficaces pour canaliser les granulés plastiques, visant à prévenir les rejets dans l'environnement. Les zones du site où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces zones,
- b) adoptant les procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, accessibles à tout le personnel et les tiers intervenant sur le site, par voie d'affichage ,
- c) évacuant les boues déposées à proximité des bassins vers de filières d'élimination dûment autorisées,
- d) justifiant de l'absence d'impact des boues sur l'environnement.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (OSFP) par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

- 7 AOUT 2024

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général


Stéphane COSTAGNIOLI

DIFFUSION :

- Société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- Monsieur le Maire de DONNERY
- DREAL UD 45 et SRCT

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision , les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de 2 mois les délais de recours contentieux.

